

TÉMOIGNAGE

Un Jurassien en Haïti: «Le départ d'Aristide ne résoudra pas tout»

Coup de fil à un coopérant delémontain aux Ateliers-Ecoles de Les Cayes, au sud de l'île

ENTRETIEN •
Jacques Houriet

Plus encore que le renversement du régime, c'est la déstructuration du pays et de ses institutions qui gangrène Haïti et l'empêche de se constituer une véritable économie. Aristide lui-même, par populisme, alla jusqu'à inviter la population à ne plus payer ses factures d'électricité. Plus rien ne fonctionne normalement dans cette île où la corruption semble avoir atteint tous les échelons: police, justice, administration, services publics. Mais ce qui paraît inquiéter le plus les coopérants étrangers, c'est l'absence totale de formation des indigènes.

Un pays totalement déstructuré

Christophe Hulmann, un Jurassien (Delémontain de 37 ans), est en Haïti depuis un an et pour deux ans encore. Membre de l'association E-Changer, il collabore aux Ateliers-Ecoles de Camp-Perrin, à Les Cayes, dans le sud du pays, à cinq heures de route de la capitale Port-au-Prince. Une région épargnée par les troubles.

Ces ateliers travaillent dans le domaine de l'agriculture, notamment grâce à une fonderie qui fabrique diverses petites machines. Ils occupèrent jusqu'à 100 personnes, elles sont cinquante désormais, depuis la dévaluation de la gourde (la monnaie locale) il y a un an, nous explique Jean Sprumont, coopérateur belge responsable de ces ateliers-écoles et installé en Haïti depuis trente-huit ans:

«L'économie est à plat, la déstructuration du pays par Aristide



Jean-Bertrand Aristide: un avatar de plus dans la longue histoire de misère d'Haïti.

PHOTO KEY

exclut tout développement économique. La police, la justice, des services publics comme la distribution d'eau ou d'électricité sont corrompus ou déglingués, les Haïtiens, décontenancés, gèrent depuis longtemps leur misère au jour le jour. Aristide est un malade, maniac-dépressif, qui se bourre de médicaments, il faut le savoir aussi. Mais il n'est qu'un avatar de plus dans la longue histoire de misère de ce pays, où les riches ont toujours une solution. Le seul avenir que l'on puisse espérer maintenant, c'est la mise en place d'une autorité haïtienne de façade, appuyée par une coalition internationale qui ne repose pas uniquement sur la force ou la pensée américaine. La solution du pays passe obligatoirement par la formation des gens du cru, toute au-

tre spéculation ne serait que vaine hypocrisie. Actuellement l'analphabétisme est encore de l'ordre de 75%», remarque Jean Sprumont.

Des élections crédibles, enfin

Le Jurassien Christophe Hulmann ne semble pas devoir remettre en question sa participation sur place:

«Depuis dimanche, c'est le soulagement. Jusque-là, on sentait la tension monter, on voyait le pays sombrer de plus en plus bas, le mécontentement devenir palpable, le bouchon devait sauter. Au-delà du soulagement, c'est l'interrogation. Les Occidentaux, comme moi, attendent bien sûr quelque chose de

la communauté internationale, car on sait bien que les Haïtiens sont, aujourd'hui, incapables de se prendre en charge. Tous les intellectuels, les ingénieurs, les gens formés sont partis, faute d'avoir un avenir sur l'île. Il ne reste guère plus que les profiteurs, les trafiquants, les corrompus, les incapables et les plus démunis. Ce dont nous avons besoin maintenant, c'est d'élections justes et démocratiques. Le plus souhaitable serait le retour de la diaspora haïtienne, ces Haïtiens exilés aux Etats-Unis et en Europe, qui, eux, sont formés. Il faut aussi un retour de confiance des investisseurs et la création d'une police qui ne soit pas corrompue comme l'est celle d'aujourd'hui.»

Le carnaval à vécu quand même

Les coopérants ont-ils peur?

«Non, mais les nuits sont longues. La première action des rebelles fut de libérer les prisonniers de tous les postes de police. Ils ont notamment relâché les cambrioleurs qui, il y a une année, ont tué un de nos amis et coopérant belge. La France a rappelé ses nationaux, j'ai accompagné deux collègues français à l'aéroport, je peux témoigner qu'ils sont partis à contrecœur. Ici la situation est calme et nous n'avons pas de raison de penser qu'elle se détériorera. Mais évidemment on n'est sûr de rien. La semaine dernière il y a eu le carnaval. Beaucoup de gens sont venus de Port-au-Prince pour faire la fête.»

La vie continue. Les problèmes demeurent.

COMMENTAIRE
Louis-Albert Zbinden

NOUVELLE PLAIE SOCIALE

Les méfaits du communautarisme

Avec le rapport Stasi recommandant une loi contre les signes religieux dans les écoles, on pensait en avoir fini avec «la querelle du voile». Il n'en est rien. Les soubresauts provoqués montrent que beaucoup de musulmans ne sont pas prêts de se soumettre à une loi ressentie comme une atteinte aux droits de la personne.

Car la stratégie des groupes islamistes les plus déterminés a changé. A la défense de l'islam s'ajoute désormais la défense des libertés individuelles. Voilà bien la preuve que «la querelle du voile» ne se réduit pas à une affaire de mode, ni de discipline scolaire. Elle révèle un vrai problème de société, greffé sur la difficile conciliation entre les deux valeurs fondamentales de la République: la liberté de l'individu éclairée par la raison et l'égalité des personnes fondée sur l'égalité de leurs droits.

Tout au long de cette interminable querelle aura été répété sur tous les tons que, dans une matière aux enjeux si multiples, la loi ne règle pas tout, et qu'au contraire elle ajoute ses risques à ceux qu'elle prétend écarter. Parmi ces risques nouveaux existe celui d'aggraver en replis sectoriels les passions identitaires, et de changer en communautarisme les communautés composant l'Hexagone.

Nouvelle mode dont les sociologues décèlent partout les symptômes, le phénomène se présente comme une militance, un enroulement sur eux-mêmes de groupes ethniques, religieux ou socio-culturels, souvent dans le sectarisme et l'arrogance. Nourri de frustrations spécifiques, le phénomène

touche plusieurs milieux sociaux, l'immigration par exemple, et génère des appartenances politiques hostiles au jacobinisme égalitaire de la France. Un communautarisme, c'est une communauté qui tourne mal.

Même les intellectuels

n'en sont pas exempts, dont témoigne l'actuel rassemblement. Artistes, enseignants, saltimbanques, interprètes, machinistes, chercheurs, intermittents du spectacle, ils étaient dix mille pétitionnaires le premier jour, hier vingt mille, ce matin trente mille à déclarer la guerre à celle qu'ils accusent le gouvernement de mener contre l'intelligence. Du réchauffé de 1968, peut-être, sans pavés ni manif, mais en ce qui concerne le nombre, c'est l'impressionnant et l'amalgame de tout ce qui en France pense, crée, cherche, écrit, dessine et proclame. Ça c'est du jamais vu depuis trente ans. On aura reconnu la France frondeuse, schismatique, on aura reconnu aussi le vieux clivage qui met l'esprit à gauche et le corps à droite.

Raffarin s'en étrangle,

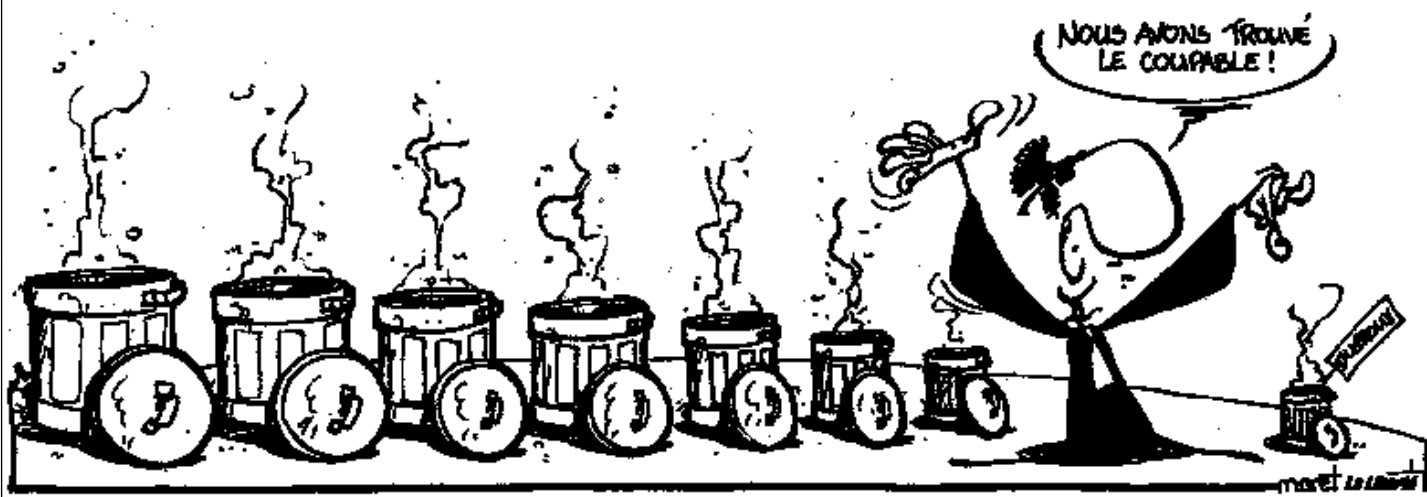
Aillagon son ministre culturel en mange son chapeau, mais ils ont des biscuits pour la riposte. Titrer comme l'a fait. Le Monde que «le divorce est consommé entre Raffarin et la culture», la flèche était si grosse qu'elle a manqué sa cible. D'autant que Le Monde dans le même numéro relatait qu'en matière de subvention à la culture, le Poitou-Charentes, terre d'élection de Raffarin, est une des meilleures régions de France. Le Monde a reconnu la bévue, c'était la moindre des choses, mais il en garde un coquard à l'œil gauche.

ARRÊT SUR IMAGE

LIRE AUSSI EN PAGE 18

LE MAN IN BLACK

"Belgique : ouverture du procès de Marc Dutroux"



COURRIER POLITIQUE

Assurance maladie – Les recettes à Couchepin!

Le nouveau Conseil fédéral s'est mis à l'ouvrage et les effets se font sentir. Le Parti ouvrier populaire jurassien s'oppose aux deux paquets de mesures pour la LAMaL proposées par Pascal Couchepin.

Ces mesures favorisent les assureurs-rapaces en les autorisant à choisir les médecins qu'ils veulent payer. Elles défavorisent les malades qui devront payer 20% de leurs frais de maladie au lieu

de 10% actuellement (avec un seuil maximal fixé à 700 francs).

Il faut responsabiliser les malades, nous dit-on. Pour les partis bourgeois, la responsabilité est avant tout financière. Il est donc naturel que les assurés déboursent davantage.

Le POP jurassien combat ce projet et trouve cette hausse partiellement scandaleuse, en particulier pour les petits revenus et pour les personnes frappées par une maladie chronique.

Après avoir attaqué les «faux invalides», le Conseil fédéral s'en prend aux «faux malades», tout en accroissant la concurrence entre les médecins. Concurrence qui est par ailleurs un leurre pour faire face à l'explosion des cotisations de l'assurance maladie.

De plus, s'attaquer aux malades dans une société qui s'enorgueillit de la vitalité de son industrie pharmaceutique, dont la publicité contribue à faire des médicaments des produits de

consommation comme les autres, est parfaitement absurde.

Cette politique prend une large majorité de la population au piège, à commencer par les plus démunis.

Le Conseil fédéral se contente de calquer ses propositions sur celles du lobby des assureurs, démontrant s'il en était besoin, la pauvreté de sa vision politique et le manque d'envergure de ses représentants élus par le peuple.

Parti ouvrier populaire jurassien

KIOSQUE

A propos de l'intervention de l'ONU en Haïti
Aider Haïti

Le Monde

(...) Le passé, le plus récent notamment, inspire la prudence. Car si la communauté internationale est amenée à intervenir une fois de plus en Haïti, c'est parce qu'elle a failli précédemment. Si les Etats-Unis, la France et le Canada – les trois pays qui dépêchent des forces d'urgence en Haïti, en attendant un contingent de casques bleus – ne comprennent pas que le mal haïtien relève d'une thérapie à long terme, ils devront très vite retourner d'urgence sur l'île. A l'occasion d'une nouvelle crise, comme en 1994.

Alors, l'administration Clinton, à grand renfort de publicité, lançait l'opération «Restore democracy» en Haïti: 20000 soldats américains ramenaient à Port-au-Prince un Aristide qui en avait été chassé par un putsch trois ans et demi plus tôt. Alors, les Etats-Unis parlaient d'une assistance militaire, économique et politique qui allait changer la donne. Il n'en fut rien. (...)

De cette piteuse prestation américaine se dégage un enseignement de base: l'assistance à Etat en faillite – raté, voyou ou les deux à la fois – est une affaire de longue

haleine. Elle requiert une présence continue, sous mandat onusien renouvelé. Elle ne peut dépendre d'un changement de majorité. La leçon vaut pour Washington, et pour Paris, s'agissant d'un Etat qui fait partie de notre histoire.

Pax americana

LE TEMPS

Serge Enderlin

(...) Cette impulsion américaine a toutefois un autre effet, beaucoup plus spectaculaire. Il s'agit du retour du multilatéralisme sur la scène diplomatique mondiale, une année après le début de la guerre «unilatérale» en Irak. Mieux, cette cohésion de la communauté internationale dans l'opération d'ingérence militaire-humanitaire qui se dessine est à porter au crédit de Washington et de Paris, les leaders des deux camps opposés sur le dossier irakien. Samedi, le ministre français des Affaires étrangères, Dominique de Villepin, estimait que la «convergence de vues» était totale entre la France et les Etats-Unis. Presque totale, puisque George Bush a pris un peu d'avance sur le calendrier: ses marines seront dans la capitale haïtienne avant que le Conseil de sécurité leur en ait donné le mandat.